

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Commun aux 2 lots

GBM 25022

**Travaux sur les façades du bâtiment A sur le site de Saint-Mandé à
l'IGN**

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 – INTERVENANTS	4
ARTICLE 5 – DEVELOPPEMENT DURABLE	5
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 – PENALITES	9
ARTICLE 8 – SOUS TRAITANCE	10
ARTICLE 9 – PRIX	11
ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	14
ARTICLE 12 – ASSURANCE.....	15
ARTICLE 13 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 14 – LITIGES ET LANGUES.....	15
ARTICLE 15 – FIN DE CONTRAT	16
ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG	16

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet des travaux sur les façades du bâtiment A sur le site de Saint-Mandé à l'IGN:

Lieu d'exécution: IGN, Bâtiment A, 73 avenue de Paris, 94160 Saint-Mandé

- Lot N°1: dépose et remplacement des clavettes et tubes écrans vitrés sur tous les niveaux des façades nord et ouest.
- Lot N°2: dépose et remplacement des volets bois du R+7 des façades sud et ouest (tranche ferme) + réparation des volets bois du R+1 au R+6 des façades sud et ouest (tranche optionnelle).

ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT

▪ Procédure

Il s'agit d'un marché de travaux, passé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2131-12 du Code de la commande publique.

▪ Forme

Les prestations font l'objet d'un allotissement en application des articles L. 2113-10 et R.2113-1 du Code de la commande publique.

▪ Tranches

En application des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique, le lot 2 est décomposé en tranches :

Ce marché comporte une (1) tranche ferme et une (1) tranche optionnelle.

- Tranche ferme : dépose et remplacement des volets bois du R+7 des façades sud et ouest
- Tranche optionnelle : réparation des volets bois du R+1 au R+6 des façades sud et ouest

La réponse à la tranche optionnelle est obligatoire avec la réponse à l'offre de base (tranche ferme).

L'affermissement de la tranche optionnelle est subordonné à la décision du Pouvoir Adjudicateur, notifiée au titulaire par écrit. Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de 1 mois à compter du début d'exécution du marché.

▪ Durée, Délai d'exécution

Le présent marché est conclu à compter de la date de réception de sa notification.

Il s'achèvera à l'expiration du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au : 2ème trimestre 2025.

Le délai plafond d'exécution des travaux est de 12 mois à partir de l'OS de démarrage.

Le planning détaillé intégrant les différentes étapes (délais d'approvisionnement, délais d'exécution,) fourni par le titulaire dans son offre technique deviendra contractuel par la notification.

▪ **Modification du marché dont clauses de réexamen**

Le marché public pourra être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du CCP.

Les clauses de réexamen portent notamment sur les modalités de paiement.

▪ **Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (formulaire ATTRI1), propre à chaque lot, et ses annexes financières :
 - DPGF_Lot1_ecrans
 - DPGF_Lot2_volets
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) GBM n°25022, commun à l'ensemble des lots, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), propre à chaque lot, et ses annexes :
 - Annexe1_Carnet_détails_Lot1_ecrans
 - Annexe2_Carnet_détails_Lot2_volets
 - Annexe3_DQE_Tranche_optionnelle_Lot2_volets
 - Annexe4 Rapport de vérification initiale nacelle
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 avec une entrée en vigueur le 1er avril 2021) ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
5. L'offre technique du titulaire ;
6. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – INTERVENANTS

Maitre d'ouvrage: La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'IGN

Maitre d'oeuvre: VS-A, 41 place Rihour, 59000 LILLE

Modalités de collaboration du maître d'oeuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'oeuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'oeuvre est autorisé à

échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'oeuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

ARTICLE 5 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le candidat est tenu par les prescriptions des articles 6 et 7 du CCAG-Travaux relatives à la protection de la main d'oeuvre et conditions de travail et à la protection de l'environnement.

Généralités

L'IGN est engagé dans une démarche éco-responsable. Par cet engagement dans la durée, il souhaite contribuer à un développement durable et à la protection de l'environnement. C'est pourquoi l'IGN fixe des exigences environnementales.

Une attention particulière sera portée par le pouvoir adjudicateur à la transparence et à la fiabilité des informations transmises par le prestataire. Ainsi, le candidat devra être capable d'expliquer et de justifier sa démarche et ses actions en faveur du développement durable et plus particulièrement à la protection de l'environnement, en lien avec l'objet du marché.

Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main d'oeuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'oeuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'oeuvre est employée.

Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire doit être en mesure de justifier ses actions en faveur de l'environnement notamment à travers le traitement et le recyclage des déchets métalliques: traçabilité des déchets de leur production à leur valorisation en filière de traitement.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Assurance

Le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de contrats d'assurances couvrant sa responsabilité à l'égard:

- de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des travaux, dans les conditions de l'article 9 du C.C.A.G.-Travaux;
- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L.241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

Caractéristiques des matériaux et produits :

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par les CCTP.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'oeuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en oeuvre préalablement à leur mise en oeuvre.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au CSPS au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les

contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Registre de chantier :

Un registre de chantier sera tenu en fonction du besoin dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'oeuvre.

Accès aux locaux de l'IGN

Le stationnement dans les emprises de l'IGN est négocié avec le responsable IGN chargé de l'opération en respectant le règlement de circulation en vigueur sur le site de l'IGN.

Le personnel du titulaire se conforme aux règles en vigueur édictées par l'IGN en matière de sécurité et plus généralement doit être en mesure d'assurer l'ensemble des tâches prévues au présent marché (manutention, transport...).

Le personnel désigné par le titulaire est seul autorisé à intervenir dans les locaux des bâtiments IGN concernés par le présent marché et pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit, également en cas d'accidents survenus par leurs faits, de dégâts produits à l'occasion des livraisons et mouvements.

Le personnel du titulaire devra se conformer au règlement intérieur ainsi qu'aux procédures d'habilitation relatives à l'accès aux établissements à régime restrictif (cf I.G.I. n°1300).

Pour certaines zones d'intervention, il peut être demandé jusqu'à fournir à l'IGN, 15 jours minimum avant la prestation, la liste des employés devant intervenir avec une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité ou passeport) et la description des véhicules avec numéro d'immatriculation.

Sur le site de Saint Mandé, seuls les camions d'une charge inférieure ou égale à 19 tonnes sont autorisés à pénétrer.

En raison des contraintes liées aux manœuvres nécessaires pour accéder au quai de déchargement, les interventions sur le site de Saint-Mandé devront se faire par camion ayant comme gabarit maximum:

- 12 mètres de longueur hors tout
- 2,5 mètres de largeur hors rétroviseurs
- 4 mètres de hauteur

Personnel du titulaire

Le personnel doit porter des vêtements de protection permettant l'identification de l'entreprise et conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, ou de l'application de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent.

En cas de modification de la législation en vigueur, celle-ci s'applique de plein droit sans passation d'un avenant.

Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les travaux seront réalisés en milieu occupé. Les entreprises devront prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent. Les dispositions relatives à l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène des chantiers prévues à l'article 31 du CCAG Travaux s'appliquent.

Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

L'IGN porte une attention particulière sur la mise en place d'une bonne gestion des déchets de chantier.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage ; ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :
- atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2025;
- stabilisation de la production de déchets du BTP au niveau de 2010 ;
- réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge.

Les évacuations des produits dangereux sont effectuées dans le respect du décret n° 77-974 du 19 août 1977 : relatif au transport de déchets dangereux.

Pour chaque enlèvement, l'établissement d'un BSD (Bordereau de Suivi de Déchets) est obligatoire et à la charge du titulaire. Une copie de ce document doit être remise à l'IGN.

Le titulaire devra se conformer à ces dispositions de réduction de la production et de la gestion des déchets, et devra proposer des solutions techniques correspondantes.

Nettoyage des locaux :

Un nettoyage succinct devra être effectué chaque jour à son repli.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Documents à fournir en exécution :

Au démarrage des études, l'entreprise transmettra la liste et le planning de diffusion des pièces transmises pour VISA, y compris pour tous les indices successifs. Pas plus de 3 indices par document.

Délai de transmission : l'entreprise devra mettre à jour ses documents soumis à VISA dans un délai de 10 jours après réception du VISA MOE.

Le titulaire remettra le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) à l'IGN après la réception des travaux.

Le titulaire remettra les éléments pour constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le(s) bordereau(x) de suivi de destruction des déchets devront être fournis à l'IGN.

Réception des travaux :

Le jour de réception des travaux, le prestataire remettra au référent de l'IGN le dossier technique en format numérique et papier. Le dossier sera composé des éléments suivants :

- Les notices techniques en langue française des pièces installées ainsi que les coordonnées des fournisseurs
- Le PV de certificat de conformité des pièces.

Les opérations de réceptions se dérouleront conformément aux articles 41 à 43 du CCAG Travaux.

L'autorité de l'IGN chargée de la réception des travaux est le chef du service de la logistique ou son représentant.

Le titulaire avise l'IGN, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés.

L'IGN convoque dans les plus brefs délais le titulaire aux opérations de réception des travaux pour constater leur achèvement et vérifier leur conformité.

Les opérations de réception des travaux font l'objet d'un procès-verbal (PV) dressé par l'IGN, signé par lui et le titulaire. Un exemplaire de ce PV est remis au titulaire.

Si l'IGN prononce la réception avec ou sans réserve, il fixe dans le PV la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux à la date de leur réception. Ce PV constituera alors la décision de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'IGN peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Les garanties découlant des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil commencent à courir à compter de la date de réception des travaux.

Garanties :

Les garanties commencent à courir à compter de la date de réception des travaux.

Le cas échéant, il sera fait application de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, à savoir les garanties suivantes :

- Garantie de parfait achèvement : durée d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

L'entrepreneur est tenu à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception. Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur concerné.

- Garantie de bon fonctionnement : durée de deux ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Le constructeur a l'obligation de réparer ou remplacer les éléments d'équipement dissociables du bâtiment, qui seraient inaptes à remplir leur fonction.

- Garantie décennale : durée de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Le constructeur doit répondre des dommages qui compromettent la stabilité de l'ouvrage ou son utilisation, rendant son usage impropre.

ARTICLE 7 – PENALITES

Pénalités de retard :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à **150,00 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Autres pénalités :

Caractéristiques de la pénalité	Montant de la pénalité (€)
Retard dans la transmission des documents d'exécution	200€ par jour de retard
Absence en réunion et retard excédent les 15 minutes (sauf exceptionnel et prévenu au préalable)	150 € par constat
Retard sur le calendrier d'exécution (global)	150 € par jour de retard
Retard sur la remise des documents après exécutions	200 € par jour de retard
Retard pour les levées de réserves	250 € par jour de retard
Nettoyage	200€ par jour et par constat
Dépôt de matériel, matériaux, gravats en dehors des zones prescrites	100 € par jour et constat
Défaut de balisage de sécurité pour la prévention des utilisateurs	200€ par constat
Travail dissimulé	1000€

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

ARTICLE 8 – SOUS TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du marché devra obtenir l'acceptation de l'IGN et l'agrément de ses conditions de paiement ; le titulaire devra faire parvenir sa demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il devra indiquer sur sa déclaration :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché public,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Toutefois, le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la déclaration de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 9 – PRIX

Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont traitées à prix forfaitaires.

Les décompositions du prix global et forfaitaire, pour chaque lot, se trouvent au sein des annexes financières à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes actualisables.

Contenu des prix

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Modalités de variation des prix

Date d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est la date de remise de l'offre de prix par le candidat.

En cas de marché avec négociation, la date d'établissement des prix est la date de signature du présent marché par le candidat à la deuxième remise des offres.

Prix fermes actualisables

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement du prix et la date contractuelle de commencement d'exécution des prestations. Cette actualisation sera effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C) donné par la formule suivante:

$$C = \frac{I(m-3)}{I(o)}$$

Dans laquelle :

Io = Index de la date d'établissement du prix.

I (m-3) = Valeur de l'index au mois m-3.

Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché lorsqu'il n'y a pas d'ordre de service de commencement d'exécution du marché, ou bien celui de la date fixée par ordre de service pour le commencement d'exécution du présent marché.

Le prix nouveau est donc le prix initial multiplié par (indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indice de la date d'établissement du prix.

L'index de référence I, publié au Moniteur des Travaux Publics ou sur le site internet de l'INSEE : est l'index suivant :

Lot	Index	Libellé
1	BT42	Menuiserie en acier et serrurerie
2	BT19B	Menuiserie extérieure en bois

Ils seront remplacés de plein droit par ceux qui viendraient se substituer à eux pendant la période de validité de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Facturation

Le règlement des prix se fera par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné à la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF).

En cas de prix forfaitaire, il est rappelé l'article 10.3.1 du CCAG Travaux qui stipule que dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix (...) même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Les comptes seront réglés mensuellement. Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'oeuvre, sous forme d'un projet de décompte. Le titulaire joint au projet de décompte les copies de demande de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Une convention de groupement de commande prévoyant notamment les modalités de financement de l'opération de travaux a été passée entre l'IGN et Météo-France. La convention prévoit un paiement direct au titulaire de la part des deux entités, chacun pour sa quotité.

Par conséquent, le titulaire prévoit une facture pour chaque entité suivant la clé de répartition suivante :

- Météo-France : 56,8 %
- IGN : 43,2 %

Modalités de transmission des factures pour l'IGN

Les factures afférentes aux paiements à destination de l'IGN portent, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- le numéro SIRET de l'IGN: **18006701900430**,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

Modalités de transmission des factures pour Météo-France

Les factures afférentes aux paiements à destination de Météo-France portent, outre les mentions légales et celles mentionnées ci-dessus, les indications suivantes :

- Le numéro de marché : 2531M0084 (lot 1) ou 2531M0105 (lot 2)
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France / Direction financière / CSP dépenses
depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

L'ordonnateur des dépenses est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable principal de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable principale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont:

- le numéro SIRET de l'IGN: **18006701900430**,
- le numéro d'engagement transmis par l'IGN,

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Les factures émises à l'encontre de Météo-France sont également déposées obligatoirement sur la plateforme Chorus Pro.

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de Météo-France sur Chorus Pro sont :

- Le numéro de SIRET de Météo-France : 18006 0030 02117
- Le numéro de marché : 2531M0084 (lot 1) ou 2531M0105 (lot 2)
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 31SGLOGA
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public.

■ Modalités de paiement

Le paiement s'effectue à terme échu suivant les règles de la comptabilité publique par virement administrative. Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

L'avance est calculée et versée selon les conditions fixées à l'article R2191-7 du code précité lors de la conclusion du marché subséquent :

- lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à **5 %** du montant initial toutes taxes comprises du marché,
- lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à **5 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois,
- lorsque la durée du marché est supérieure à 2 mois, si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est fixée à **20%** du montant initial toutes taxes comprises du marché.

■ Retenue de garantie

Il est proposé au titulaire de fournir une garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Dans le cas où cette caution n'aurait pas été fournie lors de la première demande de paiement, une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur ce versement et sur les suivants.

■ Acompte

Les travaux d'une durée d'exécution inférieure ou égale à un mois sont réglés en une seule fois. Les travaux dont la durée d'exécution excède un mois donnent lieu au versement d'acomptes mensuels successifs.

Le montant de chaque acompte est déterminé par l'IGN sur la base du descriptif produit par le titulaire des travaux effectués et de leur montant.

Le versement des acomptes est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire et transmise à l'agence comptable de l'IGN ou au CSP dépenses de Météo-France via Chorus pro.

Le règlement est effectué à l'achèvement des travaux, sur service fait. Les opérations de vérification sont conduites sous l'autorité du responsable du Service Logistique Bâtiments de l'IGN avec, le cas échéant, l'assistance d'un expert technique extérieur mandaté par l'IGN.

ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le département des bâtiments - Service de l'immobilier et de la logistique (SILOG) : batiments@ign.fr

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés : marches-publics@ign.fr

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 12 – ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ARTICLE 13 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les parties contractantes s'engagent à ne pas divulguer les documents ou renseignements techniques, financiers ou commerciaux obtenus à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN ou du titulaire.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à prendre les mesures nécessaires et appropriées, y compris auprès de leurs propres personnels, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 14 – LITIGES ET LANGUES

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Toutefois, en application des articles R2197-23 et R2123-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés, l'acheteur et le titulaire peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 15 – FIN DE CONTRAT

■ Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

■ Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

■ Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur ses candidatures futures.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG

L'article 7 « pénalités » déroge à l'article 19.2 du CCAG-travaux